



AUSTÉRITÉ

ÉTAT DE LA SITUATION EN DATE DU 16 janvier 2015

Annonces du gouvernement au dépôt du budget en mai dernier

Un effort budgétaire envisagé d'environ 2,7 milliards en 2014-2015, dont :

- ⇓ Santé : 900 millions sur un budget total de 30 milliards/an
- ⇓ Éducation : 380 millions + 100 millions pour l'Enseignement supérieur
- ⇓ Emploi et de la Solidarité sociale : 110 millions d'économies
- ⇓ Agriculture : 20 millions
- ⇓ Les Ministères de l'Environnement, des Relations internationales et de la Culture seront touchés



Les cibles à atteindre

- ⇓ Compressions de 2,35 milliards de dollars pour 2014-2015 ainsi que l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire pour 2015-2016
- ⇓ Gel global des effectifs des secteurs public et parapublic prévu jusqu'au rétablissement de l'équilibre budgétaire
- ⇓ Après le retour à l'équilibre budgétaire, utilisation des surplus pour la réduction de la dette et des impôts

En fin décembre, M. Leitao estimait qu'il y avait encore 1 Milliard \$ à sabrer dans les différents ministères. Bon nombre de ministres auront à sabrer 10% dans leurs budgets d'exploitation - les coûts administratifs, sans tenir compte des immobilisations ou des budgets de transferts.

Philippe Couillard s'est engagé à ne plus agir du côté des revenus. Plus d'augmentation de taxes, de tarifs ou d'impôts à l'horizon; le résultat dépendra désormais uniquement des compressions de dépenses.



Ce qui a été lancé

Cibles	Annonces	Critiques et impacts
Santé Projet de loi 10 <u>Fusion des établissements de santé</u>	<ul style="list-style-type: none">• Économies de 220 M\$/an.• 30% de compressions.• Abolition des 18 agences de santé et de services sociaux de la province.• Fusion de 180 services administratifs pour n'en conserver qu'un seul par région (une vingtaine), sauf dans la région de Montréal, de la Montérégie et éventuellement d'autres exceptions.• Nouveau modèle de gouvernance.<ul style="list-style-type: none">○ Direction des établissements confiée à des présidents, directeurs généraux et membres indépendants du c.a. qui seront aussi nommés par son ministère.	<p>FIQ : Vers une privatisation.</p> <p>AQESSS : Une réforme centrée sur le ministre et non sur le patient.</p> <p>CSN : Une structure mastodonte et ingérable.</p> <p>CTROC : Qu'advient-il des mécanismes de concertation avec les Agences qui garantissent un appui à des milliers d'organismes communautaires m?</p> <p>ACJQ : Le mandat des Centres Jeunesses sera-t-il noyé à travers les nombreux services des CISSS ?</p> <p>AMSC : Compromet la promotion/prévention.</p>
Accès aux services de médecine et procréation assistée Projet de loi 20	<ul style="list-style-type: none">• <u>Procréation assistée</u><ul style="list-style-type: none">○ Fin à la gratuité du programme de procréation assistée instauré en 2010○ Économies de 48 millions• <u>Imposition de quotas de patients aux médecins</u><ul style="list-style-type: none">○ Les contrevenants verront leur rémunération réduite jusqu'à un maximum de 30 %	<p>PQ : (Sur la procréation assistée) : Entre des balises et des obstacles carrément infranchissables pour certains citoyens, il y a vraiment là une forme de discrimination qui est très questionnable.</p> <p>FMOQ : S'attaquera aux médecins qui prennent plus de temps avec leurs patients, surtout avec ceux qui ont plus de problèmes. Remet en question l'avenir de la médecine familiale et la qualité des soins.</p>
Pharmaciens Projets de loi 28 et 41	<ul style="list-style-type: none">• Projet de loi 28 : Abolition de certains honoraires des pharmaciens dont celui accordé pour la préparation des piluliers.• Le gouvernement demande un effort de 177 millions de dollars à l'ensemble des pharmaciens du Québec.• Les pharmaciens verront diminuer de 130 millions de dollars leurs honoraires.• Avec le projet de loi 41, les pharmaciens sont appelés à faire plus d'actes tout en retirant moins d'honoraires. Ils ne pourront plus facturer, par exemple, pour le traitement d'une prescription d'un médicament sans ordonnance.	<p>Philippe Germain, pharmacien, estime que les compressions imposées par le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, représente 30 % des revenus de la pharmacie.</p> <p>AQPP : « L'impact tel qu'il est présentement va mettre plusieurs pharmaciens dans une situation précaire par rapport à leurs emprunts bancaires, par rapport à leurs obligations régulières, » Ces mesures auront « un impact majeur pour la clientèle, qui en assumera une bonne partie des conséquences. »</p>



Organismes communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • La Ministre Charlebois a indiqué que le programme d'organismes communautaires ne fera pas partie de la révision des programmes • M. Couillard : « Sans développement économique, il n'y a aucun discours de solidarité qui ne tienne. Sans équilibre budgétaire, il n'y a aucun discours de solidarité qui ne vait la peine d'être entendu. » 	
Commissions scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles compressions de 30 M\$ annoncées cet automne. • Total des compressions cette année : 200 M\$. • Fusion des 72 Commissions en 46. • Augmentation des taxes scolaires : Une famille, qui possède une maison unifamiliale évaluée à 280 000 \$ en banlieue, devrait voir son compte s'apprécier d'environ 60 \$ en 2015. 	Selon différents syndicats : Réduira l'aide aux devoirs, l'aide alimentaire et les services de soutien.
Universités et Cégeps	<ul style="list-style-type: none"> • Universités : 300 M\$ de coupures. + coupures de 50 M\$ en juin et 124 M\$ en 2012-2013. • Cégeps : Compressions de 19 M\$ annoncées récemment + 21 M\$ annoncées au printemps dans le budget. 	Universités : Abolitions de cours et de services aux étudiants, réduction de l'encadrement pédagogique. Fédération des cégeps : S'ajoute aux cinq compressions subies au cours des quatre dernières années, pour un total de 109 M\$. Les étudiants les plus vulnérables seront plus touchés. Sylvain Lambert, dir. Du Cégep de Granby : « Si on coupe les conseillers en orientation, que fera une personne pauvre ».
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des ratios profs-élèves • La composition des classes ne tiendra plus compte des élèves handicapés et en difficulté • Les enseignants devront travailler 35 heures au lieu de 32, avec le même salaire 	FSE-CSQ : On touche à la précarité en formation des adultes et en formation professionnelle, on touche à nos petits du primaire... On touche à toutes les catégories : du préscolaire à l'éducation générale des adultes.
Emploi - Aide sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Coupures de 211 M \$ à l'aide sociale. <ul style="list-style-type: none"> ○ Abolition du supplément pour retour au travail; ○ Accès plus restreint au Programme d'aide et d'accompagnement social; ○ Resserrement des règles concernant les voyages à l'étranger; ○ Révision du calcul de la prestation selon la valeur de la résidence; ○ Resserrement des règles sur le partage du logement; ○ Limitation aux prestations pour les « fraudeurs » de l'aide sociale; • 70 des 277 CLE du Québec fermés d'ici 2016. • Suppression du Supplément pour le retour au travail. • Arrêt du Programme Alternative Jeunesse. • PAAS-ACTION amputé de 12,5%, de 16 à 14 M\$ (probl. physiques et mentaux). 	FCPASQ : Économies immédiates mais impacts à moyen et long terme sur notre économie (coûts dans le système de santé, justice, etc.). Toute compression visant des personnes qui vivent dans la grande pauvreté est inacceptable alors que des alternatives existent, comme de rétablir la taxe sur le capital des entreprises financières. Plusieurs groupes (COCOPA) : Ces coupures véhiculent de lourds préjugés sur les bénéficiaires comme si ils étaient tous des fraudeurs. Les coupures du PAAS-ACTION auront un effet sur l'accessibilité du programme.



<p>CPE Services de garde</p> <p>Projet de loi 27 Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Refonte des tarifs des CPE <ul style="list-style-type: none"> ○ Économies de 200 millions par année ○ Tarif de base de 7,30 \$ augmentera de 8 \$ à 12 \$ pour les familles au revenu brut se situant entre 75 000 \$ et 100 000 \$, de 12 et 15\$ par jour celles ayant un revenu de 100 000 \$ à 150 000\$ et de 15 \$ à 20 \$ pour celles ayant un revenu de 150 000 \$ à 200 000\$. ○ Augmentation de 790\$/an pour une famille gagnant 85 000\$. ○ Les parents de quelque 225 000 enfants seraient touchés. ○ Les CPE devront contribuer aux coûts d'immobilisation des projets en cours, selon une mise de fonds de 50 % ou seront contraints à louer des installations plutôt que d'en être propriétaires. 90 % des projets (2 500 places) seraient sur la glace. • Resserrement des règles pour éviter que les parents qui réservent une place en garderie pour leur bambin ne l'utilisent pas. <ul style="list-style-type: none"> ○ Économie de 129 M\$ ○ Pénalisation des parents fautifs et des centres de la petite enfance (CPE) 	<p>CSN : Effet négatif sur le revenu des familles. AQCPE : Cette modulation existe déjà avec les impôts, alors ce qu'on voit, c'est une véritable taxe-famille. Encouragera des familles mieux nanties à se tourner vers le privé ou encore la garde au noir Les projets de centres de la petite enfance (CPE) en milieu défavorisé pourraient ne pas survivre à la « modernisation. QS : Une attaque contre les moins nantis et la classe moyenne. AQCPE : C'est bien évident que les parents se cherchent des places et quand ils en trouvent une, ils veulent la garder. Et ce n'est pas en sanctionnant les parents qu'on va régler le problème : c'est en créant des places de qualité. GASP : Le 50% d'investissement demandé met à mal le projet Logement-études en Haute-Yamaska.</p>
<p>Coupsures dans les transferts aux municipalités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'an dernier : effort de 224M \$ demandé aux municipalités. • 2014-2015 : compressions de 300M \$, 1,2 % des revenus des municipalités + compressions de 3% supplémentaires en 2015-2016. • Pour Granby : 700 000\$ et MRC : 439 000\$. • Les hausses moyennes attendues pourraient tourner autour de 70 \$ dès le 1er janvier 2015 (estimation pour une famille gagnant 85 000\$). 	<p>Hausse inévitables des taxes foncières.</p>
<p>Hydro-Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Hydro-Québec veut augmenter ses tarifs de 3,9 % le 1er avril prochain. • Hausse annuelle de sa facture d'électricité de 88 \$ (7,33 \$ par mois) pour une famille de taille moyenne. 	<p>Les hausses frapperont davantage les classes moyenne et défavorisée</p>
<p>Culture</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des conservatoires en région. • Programmes de crédits d'impôt pour l'industrie du cinéma et du livre amputés. • Achat de livres pour les bibliothèques scolaires coupées. • Baisse de 20% de financement pour le soutien à La Fête Nationale 	



Environnement	<ul style="list-style-type: none">• Depuis le mois d'avril, 10 groupes n'ont pas reçu de financement de Québec en vertu de ces ententes, qui n'ont pas été renouvelées.• Les montants en jeu pour l'ensemble des groupes qui ne reçoivent plus de financement avoisinent les 450 000 \$.	Le gouvernement s'est engagé à investir 250 fois cette somme dans les travaux d'exploration pétrolière sur Anticosti.
Développement régional : CLD - CRÉ - CJE	<ul style="list-style-type: none">• 40 M\$ d'économies cette année sur un budget de 72 M\$ prévu.• Budget des CLD amputé de 60 %. Fermeture du CLD en Haute-Yamaska.• Fin de la politique nationale en ruralité : Au 31 mars 2015, les MRC ne seront plus tenues de respecter le mandat des agents de développement rural. Les sommes allouées pour les postes d'agents de développement rural pourront être affectées à d'autres professionnels. Dès 2016, ces sommes, ainsi que les Pactes ruraux, feront partie d'une enveloppe globale associée au Pacte fiscal et les MRC pourront en disposer selon les priorités qu'elles auront établies par territoire.• L'annonce de la coupure de 50 % du Fonds de développement régional dès 2015-2016 et le dépôt du projet de loi conduiront à la fermeture des CRÉ.• Coupure de l'aide chez les 16-17 ans• Arrêt de l'aide pour jeunes prestataires référés par le CLE : 40 000 jeunes abandonnés au Québec.	CJE : 75 % de ces jeunes n'auront plus accès aux services des CJE. Ceux-ci génèrent un profit net annuel de 27 millions de dollars. Les 16-17 ans représentent 10% de la clientèle au CJE des Cantons. ACLD : Effet négatif sur la création d'emplois en stagnation partout au Québec.
Contrôle de la taille de la fonction publique	<p>Projet de loi 15 ADOPTÉ : Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État</p> <ul style="list-style-type: none">• Économie de 500 M\$.• Gel global des effectifs (gel des embauches).• Environ 640 000 personnes touchées.• 15 000 fonctionnaires tombent à la retraite par année et ne seront pas remplacés.• Ne vise pas seulement les ministères et organismes de l'État.• Seront également touchés : les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État, les commissions scolaires, les cégeps et les composantes de l'Université du Québec, de même que la Caisse de dépôt et placement du Québec. <p>Diminution dans la fonction publique</p> <ul style="list-style-type: none">• Réduction de 2 % des effectifs de 92 millions récurrents à partir de 2015-2016. S'ajoute au gain de productivité de 2 % annoncé plus tôt cette année qui, lui, représente 305 millions récurrents à partir de 2014-2015.• Compression de 1150 postes sur les quelque 60 000 que compte la fonction publique.• Suspension des bonis accordés au personnel de direction et d'encadrement des ministères, au personnel des organismes du gouvernement, ainsi qu'au personnel des cabinets ministériels et des sociétés d'État.	FIQ : une menace à la disponibilité, à l'accessibilité, à la sécurité et à la qualité des soins. SISP : Ébranlera la qualité et l'accessibilité des services publics déjà lourdement affectés. Déplacera le pouvoir au gouvernement. Remplacement ses effectifs par la sous-traitance, donc perte d'expertise et + de dépenses. Transfert des responsabilités en matière de santé et d'éducation au communautaire ou au privé. Vise à réduire les services publics à leur plus simple expression.



Employés syndiqués	<ul style="list-style-type: none">• <i>Crédit d'impôt pour cotisation syndicale réduit, entraînant une économie de 112 millions \$ par année</i>• <i>Réduction de la déduction d'impôt sur la cotisation syndicale, abaissée de 20 % à 10 %;</i>• <i>2 ans de gel des salaires pour 550 000 syndiqués, suivis de trois hausses annuelles de 1 %</i>• <i>Le crédit d'impôt pour cotisations syndicales passe de 20 % à 10 %. En moyenne, 85 \$ échappera à chaque syndiqué annuellement.</i>• <i>Régimes de retraites : hausse des pénalités actuarielles de 4,2 à 7 %, et de modification de l'âge de la retraite sans pénalité qui passera de 60 à 62 ans. Pour les départs à la retraite à compter du 1er janvier 2017 :</i><ul style="list-style-type: none">a) <i>augmentation de 4 % à 7,2 % par année de la réduction applicable pour une prise de retraite anticipée;</i>b) <i>augmentation de la période du calcul du traitement admissible moyen aux fins de la rente de cinq à huit ans.</i><i>Instauration d'un mécanisme d'ajustement automatique de l'âge d'admissibilité à la retraite sans réduction, en fonction de l'évolution de l'espérance de vie.</i>	<p>SISP : <i>Le gouvernement du Québec n'a aucun respect pour le travail des femmes et des hommes œuvrant dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que de la fonction publique.</i></p> <p><i>Le gel salarial que souhaite imposer le gouvernement aurait pour effet de doubler, après cinq ans, l'écart salarial déjà énorme entre les employés des services publics et les autres salariés québécois ».</i></p>
Automobile	<ul style="list-style-type: none">• <i>200 millions d'économies</i>• <i>Les primes d'assurance auto augmenteront de 20 \$ par voiture dès janvier 2015.</i>• <i>Hausse du prix de l'essence d'environ 2 cents en raison de l'inclusion, dès janvier 2015</i>• <i>Hausse annuelle de 125 \$, en tenant compte d'une consommation de 60 litres par véhicule par semaine.</i>	<p><i>Les hausses affecteront davantage la classe moyenne et les moins nantis.</i></p>
Secteur financier	<ul style="list-style-type: none">• <i>Diverses sociétés (les banques, les compagnies d'assurances et les centres de recherche) se passeront de 338 millions \$ de crédits d'impôts.</i>	
Gouvernement du Québec	<ul style="list-style-type: none">• <i>Fermeture de la délégation à Ottawa</i>• <i>Économies de 11 000\$/mois, soit 400 000\$/ année</i>	
Dépenses fiscales	<ul style="list-style-type: none">• <i>Économies de 600 millions \$</i>• <i>Série de coupes dans les crédits d'impôt aux entreprises et l'abolition d'abris fiscaux pour les contribuables qui feront en sorte, par exemple, que les cotisations syndicales ne seront plus déductibles.</i>	



QUELQUES CRITIQUES DE L'AUSTÉRITÉ

Les nouvelles hausses de taxes et de tarifs annoncées par le gouvernement Couillard frapperont les familles de plein fouet en 2015, pouvant priver une famille moyenne de 1343 \$. [Voir l'article en cliquant ici.](#)

Plusieurs groupes au Québec (Collectif, Coalition, CDC, FRAPRU, syndicats, etc.)

Les mesures mises de l'avant ne s'attaquent pas aux revenus de l'État et auront un fort impact sur le revenu des ménages et l'accès aux services.

Éric Pinault, économiste et professeur de sociologie à l'UQAM

L'austérité vise à une diminution de la croissance, diminution des revenus de l'État.

L'austérité participe à créer la récession.

2 effets de l'austérité : chocs directs + désorganisation des services publics = insatisfaction de la population face aux services publics

Manœuvre qui favorise et légitime la privatisation des services publics.

Le piège de l'austérité de Pierre Paquette et Mario Seccareccia :

Les programmes d'austérité ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable.

Si les mesures d'austérité se poursuivent en Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025.

Oxfam

Il faut s'éloigner des mesures d'austérité.

Joseph E. Stiglitz, récipiendaire du Prix Nobel d'économie en 2001, conseiller pour Clinton et enseignant à Columbia

L'austérité est une politique inefficace et discréditée.

Fond monétaire international (FMI)

L'austérité aggrave les inégalités sociales : Les pauvres écopent davantage.

Impact de l'investissement dans les services publics : 1\$ = 1,6\$.

ATD quart monde

La pauvreté coûte 24,4 Milliards au Canada mais garantir un revenu pour tous coûterait 13,1 milliards.

Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics : *Le Québec a les moyens de faire mieux en rééquilibrant la fiscalité.*



Pour poser des actions...

Le GASP vous invite à vous exprimer en signant les pétitions suivantes :

[Retrait du projet de loi n° 20 et tenue de consultations sur l'avenir des soins de première ligne](#)

[Opposition au démantèlement des instances de développement des régions](#)

[Retrait du projet de loi n° 10 et consultations sur l'avenir du réseau public de santé et de services sociaux](#)

[Maintien des comités des usagers dans chaque installation de santé](#)

[Sauvegarde de l'allocation aux services de garde en milieu défavorisé](#)

[Indexation des salaires](#)

[Aide financière de dernier recours pour les étudiants inaptes à l'emploi](#)

[Maintien des services d'aide à la réussite scolaire](#)

Manifestations et actions

Le GASP vous invite aux prochaines actions contre l'austérité :

Préparez-vous pour la [semaine d'actions dérangeantes du 23 au 27 février](#).

[Manifestation nationale Budget 2014 : aux riches de faire leur juste part, le 3 avril, 14h, Square Berri à Montréal.](#) Vous trouverez sur ce lien des informations sur les inégalités sociales (tableaux, graphiques, vidéos, etc.).

Site refusonslausterite.org : vous y trouverez les liens vers les prochaines manifestations et autres informations

Lettre ouverte du GASP « [Ensemble, opposons-nous au mensonge de l'austérité](#) ».

Lettre ouverte du GASP « [L'austérité, une attaque contre nos acquis collectifs](#) ».



QUELQUES LIENS SUR L'AUSTÉRITÉ

Critiques de l'austérité et des orientations politiques actuelles

[RAPPORT DE L'OCDE : La zone euro doit jeter du lest sur l'austérité : La BCE doit en faire davantage pour aider à relancer l'économie, dit l'organisation](#)

[Le piège de l'austérité selon OXFAM](#)

[Non à l'austérité](#), campagne du Collectif pour un Québec sans pauvreté

[Mémoire du FRAPRU déposé à la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise](#)

[L'austérité contre les droits : Mémoire présenté au Ministère des Finances du Québec](#)

[Et les revenus dans tout ça?](#)

Le Québec a les moyens de faire mieux avec des alternatives fiscales : [campagne 10 milliards de solutions](#)

[Budget du Québec 2014-2015 : Un nouvel élan pour la réingénierie](#)

[Deux commissions un seul objectif, produit par le REPAC](#)

[Les vraies conséquences de l'austérité](#)

[L'austérité, politique inefficace et discréditée par Joseph E. Stiglitz, récipiendaire du Prix Nobel d'économie en 2001, conseiller pour Clinton et enseignant à Columbia.](#)

[L'austérité expliquée par Éric Pinault \(vidéo\)](#)

[À qui profite l'austérité?](#)



[Austérité, l'échec des experts, Les économistes ont sous-évalué l'impact négatif de la rigueur budgétaire](#)

[Le FMI admet que l'austérité aggrave les inégalités sociales](#)

[Quand la négociation va, tout va. Sinon...](#)

[Pour éviter de répéter les erreurs du passé](#)

[Reculer 40 ans en arrière avec l'invisibilité du genre.](#)

[Communiqué de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics](#)

[Reportage sur la télé de Radio-Canada \(premières minutes\).](#)

[La Commission sur la fiscalité est lancée](#)

[Livre Quand l'austérité tue — Épidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine](#)

[État de la dette au Québec produit par l'Iris](#)

[Pas si déficitaire, le Québec par l'IRIS](#)

Revue de presse

Trouvez toute la revue de presse sur l'austérité sur le site refusons.org

Réactions dans le monde de l'éducation

[«Ça fait très mal» Cégep : les coupes feront augmenter les frais et diminuer les services, dit Sylvain Lambert](#)

[La révolte gronde en santé et en éducation *Compressions sous peine de sanctions, questionnaires muselés, le gouvernement durcit le ton*](#)



Réactions dans le monde de la santé

Regroupement *C'est malade comme réforme* : [10 raisons pour rejeter la réforme Barrette](#)

[Mémoire «GARANTIR L'ACCÈS AUX SERVICES ET LA COORDINATION DES RÉPONSES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE À L'ITINÉRANCE »](#) du RSIQ présenté à la Commission de la Santé et des Services sociaux du Québec dans le cadre des consultations sur le projet de loi 10.

[Projet de loi 10 : L'AQDR s'inquiète de l'avenir des services aux aînés](#)

[NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ EST-IL MALADE? 2/3](#)

[Indignation dans le mouvement communautaire / Nous ne sommes pas des prestataires de services à bas prix pour l'État !](#)

[PROJET DE LOI 10 : Digne des ex-régimes socialistes de l'Europe de l'Est! M. Couillard, il vous faut stopper votre ministre Barrette. Lettre de Claude Castonguay - Ex-ministre de la santé](#)

[SANTÉ PUBLIQUE : La ministre minimise l'impact des coupes](#)

[COUPES EN SANTÉ PUBLIQUE : De l'accessoire](#)

[Augmentation des tarifs de l'assurance médicaments : Un dur coup pour les aînés du Québec](#)

Liens vers des groupes ayant réagi (tiré du site de l'[AASMM](#)) : [Regroupement provincial des comités des usagers \(RPCU\)](#); [Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec FTQ](#); [Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux AQESSS](#); [Québec Solidaire](#); [Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec FIQ](#); [CSN](#); [Fédération de la santé et des services sociaux - CSN](#); [Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec \(ACRDQ\)](#); [Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux \(APTS\)](#); [Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal \(RIOCM\)](#); [Coalition des tables régionales d'organismes communautaires \(CTROC\)](#); [Association des centres jeunesse du Québec](#); [Centrale des syndicats du Québec \(CSQ\)](#); [Quebec Community Groups Network \(QCGN\)](#); [Ordre professionnel des diététistes du Québec \(OPDQ\)](#); [Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec \(AREQ-CSQ\)](#); [Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux \(AGESSS\)](#); [Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec \(OTSTCFQ\)](#); [Fédération des OSBL d'habitation de Montréal](#); [Coalition montréalaise des comités des usagers \(CMCU\)](#)



Réactions dans le monde de la réinsertion sociale et professionnelle

[Coupes à l'aide sociale: le milieu communautaire indigné](#)

[Coupures à l'aide sociale : les carrefours jeunesse-emploi font mieux et plus que ce qu'on dit](#)

[:L'AQDR s'indigne devant la mise à l'écart des aînés dans le projet de loi no 3](#)

Réactions sur le projet de loi 15

[Réaction de la FTQ au projet de loi no 15 sur le contrôle des effectifs dans le secteur public](#)
[Politiques et pauvreté](#)

[PROJET DE LOI 15 : UNE POURSUITE DE LA DÉRIVE CENTRALISATRICE DU GOUVERNEMENT COUILLARD](#)

Réactions au projet de loi 20

[Projet de loi 20: salaires réduits pour médecins peu assidus](#)

[Un médecin chronomètre ses consultations pour protester contre le **projet de loi 20**](#)

[Le ministre Gaétan Barrette traité de «dictateur»](#)

[Le projet de loi 20 s'attaquera aux médecins qui prennent plus de temps avec leurs patients](#)

[Procréation assistée: le Québec «hétérosexiste»](#)

[Procréation assistée: un accès limité proposé](#)

Projet de loi 26

[Un **projet de loi** pour récupérer l'argent de la corruption](#)



Politiques et pauvreté

[Les inégalités pèsent sur la croissance économique, selon l'OCDE](#)

[En finir avec les idées fausses sur la pauvreté](#)

[Idée fausse 1 : on n'a pas les moyens d'en finir avec la pauvreté](#)

[Idée fausse 4 d'ATD Quart Monde : Le Québec est une société égalitaire](#)

[Les taxes à la consommation et les inégalités au Québec](#)

[Dossier d'information sur les inégalités sociales de l'Institut du Nouveau Monde \(INM\)](#)

[Hausser les tarifs, c'est faire fi de l'appauvrissement](#)

[Des engagements réclamés pour lutter contre la pauvreté](#)

[Le GASP dénonce l'absence de vision du Gouvernement Couillard en matière de lutte à la pauvreté](#)

[LE SENS DES SOUS POUR RÉSOUDRE LA PAUVRETÉ](#)

[Étude d'impact des activités de la société d'habitation du Québec](#)

[Faits saillants de l'Étude d'impact des activités de la société d'habitation du Québec](#)

[Dossier noir sur le logement et la pauvreté du FRAPRU](#)

[Plus de syndicats, plus d'égalité](#)

[Le 10 % s'enrichit plus vite que le 90 %, le 1% plus vite que le 99 %.](#)



Acronymes

ACJQ : Association des centres jeunesse du Québec

ACLD : Association des Centres locaux de développement

AQCPE : Association québécoise des Centres de la petite enfance

AQESSS : Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux

CISSS : Centre intégré de Santé et services sociaux

CJE : Carrefour jeunesse emploi

CLD : Centre local de développement

COCOPA : Comité des organismes communautaires du PAAS ACTION

CRÉ : Conférence régionale des élus

CSN : Confédération des syndicats nationaux

CSSS : Centre de santé de santé et services sociaux

CTROC : Coalition des Tables régionales d'organismes communautaire

FCPASQ : Front commun des personnes assistées sociales du Québec

FIQ : fédération des infirmières du Québec

QS : Québec solidaire

SISP : Secrétariat intersyndical des services publics

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) est une table de concertation intersectorielle qui s'est donné le mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté. Il représente plus d'une trentaine d'organismes communautaires et institutionnels ainsi que des citoyens de la Haute-Yamaska et compte les trois paliers politiques à titre de membres associés.